

Convention collective nationale

IDCC : **7024** | **PRODUCTION AGRICOLE ET CUMA**  
**(15 septembre 2020)**

Convention collective

IDCC : **9561** | **EXPLOITATIONS AGRICOLES**  
**(Morbihan)**  
**(21 mai 1980)**

(Étendue par arrêté du 25 juillet 1980,  
*Journal officiel* du 26 août 1980)

### Avenant n° 78 du 30 août 2023

NOR : AGRS2497032M

IDCC : 7024, 9561

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles FDSEA du Morbihan (en vertu de la délégation que lui a confiée la FNSEA),**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**Syndicat général agroalimentaire CFDT du Morbihan ;**

**Fédération CFTC Agri ;**

**Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes FGTA FO ;**

**Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

Les créations de la convention collective nationale production agricole et CUMA du 15 septembre 2020 et de l'accord sur la retraite supplémentaire des salariés non-cadres du même jour apportent au dialogue social agricole breton une modification de poids. Les textes nationaux fixant les conditions de travail et d'emploi des salariés agricoles posent désormais le cadre des relations de travail dans les exploitations et entreprises agricoles en faveur des salariés qu'elles emploient.

Les partenaires sociaux agricoles bretons ont donc souhaité refondre le dispositif conventionnel territorial en tenant compte des particularités en résultant et ne figurant pas dans les textes nationaux. À cette fin, les partenaires sociaux ont entendu :

- homogénéiser ces particularités au sein d’une série d’accords régionaux ;
- conserver certaines dispositions conventionnelles dans le champ qui était les leurs avant l’entrée en vigueur de la convention collective nationale ;
- et supprimer les accords et dispositions devenus obsolètes ou sans objet.

Pour mener à bien cette refonte du dispositif conventionnel territorial breton, les partenaires sociaux n’ont mis en œuvre, pour aucun des accords territoriaux appelés à évoluer, la procédure de dénonciation définie par le code du travail. Ils ont souhaité inscrire ces évolutions conventionnelles par la conclusion de nouveaux accords régionaux et l’apurement des dispositifs historiques par des avenants d’abrogation ou de modification.

Le présent avenant s’attache à préserver en faveur de leurs bénéficiaires la prime de fin d’année instituée par la convention collective de travail des salariés des exploitations agricoles du Morbihan en date du 21 mai 1980 (IDCC 9561 – étendue par arrêté ministériel du 25 juillet 1980 – *Journal officiel* du 26 août 1980).

## **Article 1<sup>er</sup> | Modifications**

La convention collective de travail des salariés des exploitations agricoles du Morbihan en date du 21 mai 1980 (IDCC 9561 – étendue par arrêté ministériel du 25 juillet 1980 – *Journal officiel* du 26 août 1980) est rédigée comme suit :

### **« Préambule**

Le présent accord vient modifier la convention collective de travail des salariés des exploitations agricoles du Morbihan en date du 21 mai 1980 (IDCC 9561 – étendue par arrêté ministériel du 25 juillet 1980 – *Journal officiel* du 26 août 1980), devenue un accord collectif étendu d’application de la convention collective nationale production agricole et CUMA du 15 septembre 2020 (IDCC 7024).

Le présent accord préserve, sans aucune modification, en faveur des salariés des exploitations et entreprises de polyculture, d’élevage du Morbihan, la prime annuelle instituée par la convention collective de travail des salariés des exploitations agricoles du Morbihan en date du 21 mai 1980 (IDCC 9561 – étendue par arrêté ministériel du 25 juillet 1980 – *Journal officiel* du 26 août 1980).

### **Chapitre 1<sup>er</sup> Application**

#### **Article 1<sup>er</sup> | Champ d’application**

Le présent accord règle les rapports entre les employeurs et les salariés des exploitations agricoles de polyculture et d’élevage du département du Morbihan. Il s’applique nonobstant tous usages et toutes stipulations contraires des contrats de travail, lorsque ces usages ou stipulations sont moins favorables aux salariés.

#### **Article 2 | Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés**

Le présent accord s’applique à toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, en application de l’article L. 2261-23-1 du code du travail. Le présent accord ne comporte pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

### Article 3 | *Durée et dénonciation*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il peut être modifié selon les dispositions prévues aux articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail.

Il peut également être dénoncé à tout moment par les parties signataires du présent accord. La dénonciation est régie par les articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

### Article 4 | *Suivi de l'accord*

Le présent accord fait l'objet d'un suivi dans le cadre de la commission paritaire départementale de négociation qui se réunit une fois par an à la demande de la partie la plus diligente.

La révision d'une partie de l'accord peut être introduite, à tout moment, par une ou plusieurs organisations syndicales de salariés représentatives dans leur champ d'application et signataires ou adhérentes de ce texte ; par une ou plusieurs organisations d'employeurs représentatives dans leur champ d'application et signataires ou adhérentes de ce texte.

Les avenants de révision obéissent aux conditions légales.

Par ailleurs, l'interprétation des dispositions du présent accord est confiée à la commission réunie à l'occasion de la révision et composée paritairement des représentants des organisations représentatives.

## Chapitre 2 La prime de fin d'année

### Article 5 | *Prime annuelle*

Il est institué pour tous les salariés ayant 9 mois d'ancienneté sur l'exploitation une prime annuelle calculée à raison de 1/12 de la rémunération brute conventionnelle, y compris les heures supplémentaires perçues au cours de l'année civile.

Cette prime est versée au plus tard le 31 décembre de chaque année.

Elle peut être réglée par acomptes successifs au cours de l'année, selon une périodicité déterminée par l'employeur, y compris chaque mois, à condition d'être soldée au plus tard le 31 décembre.

Le montant et l'intitulé de cette prime doivent figurer sur le ou les bulletins de salaires correspondants.

En aucun cas, le montant de cette prime ou de ses acomptes ne pourra être pris en compte pour le calcul du respect du Smic mensuel du ou des mois considérés.

En cas de rupture du contrat en cours d'année, cette prime annuelle sera calculée au prorata du nombre de mois travaillés dans l'année civile et versée aux salariés dès la fin du contrat de travail.

## Chapitre 3 Entrée en vigueur

### Article 6 | *Dépôt, publicité et extension*

Issu de l'avenant n° 78 à la convention collective de travail des salariés des exploitations agricoles du Morbihan en date du 21 mai 1980 (IDCC 9561 – étendue par arrêté ministériel du 25 juillet 1980 – *Journal officiel* du 26 août 1980), le présent accord a été déposé, publié et son extension demandée avec cet avenant. »

## Article 2 | *Dénomination*

L'intitulé de la convention collective de travail des salariés des exploitations agricoles du Morbihan en date du 21 mai 1980 (IDCC 9561 – étendue par arrêté ministériel du 25 juillet 1980 – *Journal officiel* du 26 août 1980) est modifié comme suit :

« Accord collectif départemental du 30 août 2023 instituant une prime annuelle en faveur des salariés des exploitations agricoles de polyculture et d'élevage du Morbihan (IDCC 7024 et IDCC 9561) »

## Article 3 | *Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés*

Le présent avenant a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises visées au présent chapitre, quel que soit leur effectif, en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail. Le présent avenant ne comporte pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

## Article 4 | *Dépôt, publicité et extension*

La partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord le notifie à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

Il est établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 et suivants du code du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord qui sera déposé à la DREETS de Bretagne.

## Article 5 | *Entrée en vigueur*

Le présent avenant prendra effet à l'entrée en vigueur de l'accord collectif régional du 30 août 2023 instituant une prime d'ancienneté applicable dans les exploitations et entreprises de la production agricole de Bretagne.

*Fait à Rennes, le 30 août 2023.*

(Suivent les signatures.)